

De la maternelle à l'université une rentrée scolaire 2018 inacceptable

Le comité technique ministériel du 20 décembre a examiné la répartition des moyens attribués aux académies pour la prochaine rentrée scolaire. Cette répartition s'inscrit pleinement dans le dogme de la réduction des dépenses publiques. Pour tenter d'honorer une promesse de campagne électorale sur laquelle tous les projecteurs seront braqués (12 élèves en CP en REP+ et REP et 12 en CE1 en REP+), les conditions de travail et d'étude dans toutes les classes de toutes les écoles, collèges et lycées vont se trouver dégradées.

Dans le premier degré, pour dédoubler les classes de CP et CE1 des REP et REP+ : 6400 postes nécessaires, 3880 postes créés.

Où seront pris les 2600 postes manquants ?

Dans toutes les académies des classes fermeront, ce qu'il reste des RASED sera démantelé, la scolarisation des très jeunes enfants reculera, de nombreux remplacements ne pourront être assurés, la dégradation des conditions de travail et d'étude sera générale y compris dans les écoles de REP et REP+ puisqu'il faudra bien « entasser » les autres élèves dans les classes restantes.

Des académies qui gagnent des élèves, comme celles qui concentrent beaucoup de postes en éducation prioritaire devront rendre des postes. Les premiers éléments de la nouvelle réforme du lycée qui se prépare montrent la volonté de suppressions d'emplois liée à une forte réduction des heures d'enseignement. En fin de Comité Technique Ministériel, le second degré public s'est vu attribuer 120 emplois au titre du « plan étudiants » pour aider à l'accompagnement post bac (classes prépas et BTS) dans tous les lycées de France !

Dans le secondaire,
▶ **2600 emplois de stagiaires supprimés**, soit 1300 équivalents temps pleins en présence des élèves.
▶ 26 000 élèves supplémentaires attendus.

200 postes d'emplois administratifs supprimés alors que partout les services ont du mal à fonctionner.

Aucune mesure envisagée **pour résorber la précarité** quand celle-ci gagne aussi dans le premier degré.

Dans l'académie de Clermont-Ferrand :
▶ **zéro création dans le premier degré,**
▶ **zéro création dans le secondaire...**

Quant à la voie professionnelle, celle que le gouvernement prétend « valoriser », elle continuera dans la voie du sous recrutement d'enseignants (- 18%). Une telle mesure garantit à certaines classes l'absence d'enseignant-e-s à la rentrée. Et pour faire encore davantage d'économies tout en développant l'apprentissage le ministère veut intensifier le mixage des publics c'est-à-dire l'intégration des apprentis-e-s dans les classes ordinaires (et aux enseignant-e-s de se débrouiller).

C'est le sort réservé à toutes les académies à forte implantation rurale. Les petits collèges des quatre départements risquent de se trouver fragilisés. L'Allier, le Cantal et la Haute-Loire risquent de se voir ponctionner au bénéfice du Puy de Dôme qui concentre le plus de besoins. Dans le Puy de Dôme les zones rurales risquent de payer pour l'agglomération clermontoise...

Le dédoublement des CP de REP et des CE1 de REP+ mobilisera près de 50 postes dans l'académie. C'est donc autant de fermetures ailleurs que l'administration se prépare à opérer dans l'Allier, le Cantal, la Haute-Loire et le Puy de Dôme.

A nous de ne pas être spectateurs de cette casse de l'école publique !

Là où nous sommes, dans nos écoles, nos établissements, nos services,
↳ rencontrons-nous,
↳ échangeons,
↳ recensons les besoins,
↳ organisons des heures mensuelles d'information syndicale,
↳ faisons-les connaître au syndicat.

Soyons certain-e-s que la présence des représentant-e-s syndicaux en CT et les rendez-vous des parents d'élèves avec les différents DASEN ne suffiront pas à changer la situation.

Soyons certain-e-s que là où il n'y aura pas de fermeture les effectifs des classes augmenteront, que les conditions de travail et d'étude des personnels et des élèves se dégraderont.

Soyons certain-e-s que les élèves issus des milieux populaires seront les premier-e-s à faire les frais de cette nouvelle étape dans l'austérité.

Soyons certain-e-s que l'entreprise de culpabilisation des pratiques professionnelles engagée par le ministre (dictée, lecture et autres...) continuera sans pause.

Unissons nos forces face à ce traitement qui tôt ou tard concernera tous les établissements.

Pour l'amélioration des conditions de travail et d'étude, pour la réduction des effectifs d'élèves dans les classes, pour la lutte contre l'échec à l'école et particulièrement celui des enfants des classes populaires, pour que l'idée d'une école ouverte à toutes et tous devienne autre chose qu'une injonction reposant sur le don de soi, nous avons toutes et tous un rôle à jouer.

Dans ce sens, SUD éducation a pris contact avec les autres organisations syndicales dès la fin du mois de décembre.